

ROYAUME DE BELGIQUE.
-----KONINKRIJK BELGIE.
-----AVIS DU CONSEIL D'ETAT.
-----ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre des Finances, le 8 juin 1963, d'une demande d'avis sur un projet de loi "modifiant le Code des taxes assimilées au timbre", a donné le 24 juin 1963 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 8e juni 1963 door de Minister van Financiën verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "tot wijziging van het Wetboek der met het zegel gelijkgestelde taxes", heeft de 24e juni 1963 het volgend advies gegeven :

L'article 2 du projet , en modifiant l'article 25, § 1er, b, du Code des taxes assimilées au timbre, charge le Ministre des Finances de déterminer les conditions auxquelles l'exonération de la taxe de transmission est accordée en cas d'importation des biens énumérés dans cette disposition.

Par ailleurs, l'article 5 du projet introduit dans l'article 60 du même Code un paragraphe 2 en vertu duquel le Roi est chargé de déterminer les travaux et les marchandises auxquels s'applique la réduction de taxe prévue par ce paragraphe.

La question se pose de savoir dans quelles mesures des attributions de pouvoir sont conciliables avec les articles 110 et 112 de la Constitution.

Certains auteurs se fondent sur la règle de l'article 110 de la Constitution, pour exclure radicalement toute possibilité de délégation qui aurait pour effet de conférer au Roi une compétence plus étendue que le pouvoir réglementaire qu'il tient de l'article 67 de la Constitution (WIGNY, Droit constitutionnel, T. II, nos 645 et 652). Mais d'après une thèse déjà ancienne, les articles 110 et 112 de la Constitution n'interdisent pas l'attribution au pouvoir exécutif d'une compétence déterminée en matière d'impôts par la voie de délégations partielles limitées (Voir notamment ORBAN, Le droit constitutionnel de la Belgique, T. III, page 280).

En tout état de cause, le législateur a accordé à de nombreuses reprises de semblables délégations de pouvoirs spécialement dans la matière des droits d'entrée et des taxes assimilées au timbre.

Cette pratique s'explique par le fait que ces impôts doivent s'appliquer à un très grand nombre d'opérations différentes et doivent s'adapter étroitement aux fluctuations économiques. En présence de ces nombreux précédents, le Conseil d'Etat s'est abstenu de soulever le problème de la constitutionnalité de projets comportant de telles délégations.

Dans le présent projet, il paraît difficile de considérer comme échappant à toute critique d'inconstitutionnalité une disposition comme celle de l'article 5 du projet, qui permet au Roi de déterminer les travaux et les marchandises auxquels s'appliquera la réduction de la taxe à laquelle ils sont normalement soumis, sans que la loi elle-même ne précise les critères de cette détermination. En tout état de cause, le Roi ne pourra exercer le pouvoir qui lui est délégué que par voie de disposition générale s'appliquant à des catégories déterminées de travaux et de marchandises.

Cette critique ne paraît pas devoir s'appliquer à la délégation accordée au Ministre des Finances par l'article 2 du projet, car celle-ci ne porte que sur la détermination des conditions d'application d'une exonération accordée par la loi à des catégories de biens déterminés avec précision.

Par ailleurs, ces pouvoirs sont analogues à ceux qui sont attribués au Ministre en ce qui concerne l'exonération des droits d'entrée à l'égard des mêmes catégories de biens, en vertu des §§ 20 à 29 des dispositions préliminaires du tarif des droits d'entrée annexé au Protocole entre la Belgique, le Luxembourg et les Pays-Bas pour l'établissement d'un tarif des droits d'entrée, signé le 25 juillet 1958 et approuvé par la loi du 11 décembre 1959.

+

Le projet appelle en outre les remarques de forme suivantes :

Article 2.

Le liminaire de cet article devrait être rédigé comme suit :

"Article 2.-

L'article 25, 1°, b, du même Code, modifié par l'arrêté royal n°63 du 28 novembre 1939, est remplacé par la disposition suivante :

b) ... ".

Article 3.

Le début de l'article devrait être rédigé comme suit :

"Article 3.-

A l'article 35¹, alinéa 1er, du même Code ...".

Article 4.

Cet article devrait être rédigé comme suit :

"Article 4.-

Dans l'article 44, alinéa 1er, du même Code, modifié par la loi du 27 juillet 1953, les mots "ayant obtenu le brevet de surnuméraire" sont remplacés par "ayant au moins le grade de vérificateur adjoint".

Article 5.

Le liminaire de cet article devrait être rédigé comme suit :

"Article 5.-

A l'article 60 du même Code, modifié par les lois du 13 août 1947, du 27 juillet 1953, du 13 juillet 1955, du 22 juin 1960 et du 14 février 1961, dont le texte actuel formera le § 1er, il est ajouté un § 2, rédigé comme suit :

"§ 2. ".

Article 6.

Le liminaire de cet article devrait être rédigé comme suit :

"Article 6.

L'article 61³ du même Code, modifié par les lois du 27 juillet 1953, du 13 juillet 1955 et du 14 février 1961, est complété par la disposition suivante :
... ".

Article 7.

Cet article devrait être rédigé comme suit :

"Article 7.-

A l'article 69 du même Code, le 1° est abrogé".

Article 8.

Le liminaire de l'article devrait être rédigé comme suit :

"Article 8.-

L'article 84 du même Code, modifié par les lois du 13 juillet 1955 et du 14 février 1961, est remplacé par la disposition suivante :

"Article 84. Il est établi ... ".

.../...

Article 9.

Le liminaire de cet article devrait être rédigé comme suit :

"Article 9.

L'article 85 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

"Article 85..... "

Article 10.

Le début de l'article devrait être rédigé comme suit :

"Article 10.-

A l'article 92 du même Code, modifié par la loi du 27 juillet 1953, sont apportées les modifications suivantes : ... "

Article 11.

Etant donné les nombreuses modifications apportées à l'article 95, il est indiqué de remplacer tout entier cet article. Le texte suivant est proposé à cet effet :

"Article 11.-

L'article 95 du même Code, modifié par les lois du 13 août 1947, du 17 août 1948, du 27 juillet 1953 et du 12 avril 1957 et par l'arrêté royal du 8 janvier 1959, est remplacé par la disposition suivante :

.../...

"Article 95. Sont rendus applicables à la taxe de luxe, les articles 1er, alinéa 2; 2; 3; 7; 8; 9; 10¹; 10²; 11², § 2; 12; 22, 1° et 6°; 24²; 25, 1° , a et b, 2° et 3°; 28; 29; 30; 31; 32; 33; 34; 35¹; 35²; 36; 37; 38¹; 38²; 39; 40; 41; 42; 43; 44; 45; 46; 47; 48³; 48⁴; 50²; 57, alinéas 3, 4 et 5; 65, alinéas 5, 6 et 7; 69, 3° et 8°.

Les articles 5 et 6 sont également rendus applicables à la taxe de luxe , sous cette réserve qu'en ce qui concerne ceux des objets qui sont soumis à cette taxe lors de la cession au consommateur et qui seront désignés par arrêté royal, la base imposable ne pourra être inférieure à celle qui sera fixée par le Ministre des Finances.

L'article 23 est rendu applicable à la taxe de luxe dans la mesure déterminée par les arrêtés royaux pris pour l'exécution de l'article 84.

En ce qui concerne les objets soumis à la taxe de luxe, lors de la cession au consommateur, l'application de l'article 48⁴ est étendue au cas où l'administration établit qu'une opération quelconque passible de cette taxe n'a pas été inscrite conformément aux prescriptions légales ou réglementaires dans les documents qui sont produits ou n'y a été inscrite qu'avec une mention inexacte de son montant".

Article 12.

Cet article devrait être rédigé comme suit :

"Article 12.-

Dans l'article 130² du même Code, y inséré par la loi du 13 août 1947 et modifié par la loi du 14 août 1947, les mots "ayant obtenu le brevet de surnuméraire" sont remplacés par les mots "ayant au moins le grade de vérificateur adjoint".

Artikel 2 van het ontwerp wijzigt artikel 25, § 1, b, van het Wetboek der met het zegel gelijkgestelde taxes : het gelast de Minister van Financiën te bepalen onder welke voorwaarden vrijstelling van overdrachts-taxe wordt verleend bij invoer van in die bepaling genoemde goederen.

Artikel 5 van het ontwerp van zijn kant voegt in artikel 60 van hetzelfde Wetboek een § 2 in, die de Koning gelast te bepalen op welke bewerkingen en goederen de in die paragraaf bedoelde vermindering van de taxe toepassing vindt.

De vraag is, in welke mate bevoegdheidsopdrachten bestaanbaar zijn met de artikelen 110 en 112 van de Grondwet.

Sommige auteurs beroepen zich op artikel 110 van de Grondwet om iedere mogelijkheid van delegatie waardoor de Koning een ruimere bevoegdheid verkrijgt dan de verordeningsbevoegdheid die hij aan artikel 67 van de Grondwet ontleent, volstrekt uit te sluiten (WIGNY, Droit constitutionnel, Deel II, nrs 645 en 652). Maar volgens een reeds oude stelling verbieden de artikelen 110 en 112 van de Grondwet niet, dat aan de uitvoerende macht een bepaalde bevoegdheid inzake belastingen wordt verleend bij wege van beperkte, gedeeltelijke delegaties (zie onder meer ORBAN, Le droit constitutionnel de la Belgique, Deel III, blz. 280).

Feit is, dat de wetgever bij herhaling zodanig overdracht van bevoegdheid heeft toegestaan, meer bepaald inzake invoerrechten en met het zegel gelijkgestelde taxes.

De verklaring ligt hierin, dat die belastingen moeten worden toegepast op een zeer groot aantal van elkaar onderscheiden verrichtingen en de economische schommelingen van dichtbij moeten volgen.

De vele precedentes in aanmerking genomen, heeft de Raad van State ervan afgezien, in de vraag naar de grondwettigheid van ontwerpen met zodanige bevoegdheidsopdrachten te treden.

In het onderhavige ontwerp lijkt aan het verwijt van ongrondwettigheid bezwaarlijk te ontkomen bij een bepaling als die van artikel 5, krachtens welke de Koning de bewerkingen en goederen kan bepalen die in aanmerking komen voor vermindering van de taxe waaraan zij normaal onderworpen zijn, zonder dat de wet zelf de maatstaven aangeeft op grond waarvan hij dat zal hebben te doen. De hem opgedragen bevoegdheid zal de Koning hoe dan ook alleen kunnen uitoefenen door middel van een algemene bepaling, die toepassing zal vinden op bepaalde categorieën van werken en goederen.

Zulk een kritiek lijkt niet gericht te kunnen worden tegen de bevoegdheid welke artikel 2 van het ontwerp aan de Minister van Financiën opdraagt, want deze slaat alleen op het bepalen van de voorwaarden

waaronder een bij de wet voor categorieën van nauwkeurig omschreven goederen toegestane vrijstelling toepassing vindt.

Die bevoegdheden zijn ten andere van dezelfde aard als die welke aan de Minister terzake van vrijstelling van invoerrechten voor sommige categorieën van goederen zijn verleend op grond van de paragrafen 20 tot 29 van de inleidende bepalingen van het tarief van invoerrechten, gevoegd bij het protocol tussen België, Luxemburg en Nederland, tot vaststelling van een nieuw tarief van invoerrechten, ondertekend op 25 juli 1958 en goedgekeurd door de wet van 11 december 1959.

+

Over de vorm van het ontwerp zijn nog de volgende opmerkingen te maken:

Artikel 2.

De inleidende volzin van dit artikel leze men als volgt :

"Artikel 2.-

Artikel 25, 1°, b, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr 63 van 28 november 1939, wordt door de volgende bepaling vervangen :

b) ...".

.../...

Artikel 3.

Het artikel moet als volgt beginnen :

"Artikel 3.-

In artikel 35¹, eerste lid, van hetzelfde Wetboek ...".

Artikel 4.

Dit artikel moet als volgt worden gelezen :

"Artikel 4.-

In artikel 44, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 27 juli 1953, worden de woorden "die het brevet van surnumerair hebben bekommen" vervangen door de woorden "die ten minste de graad van adjunct-verificateur hebben".

Artikel 5.

De inleidende volzin van dit artikel lezen men als volgt :

"Artikel 5.-

Aan artikel 60 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wetten van 13 augustus 1947, 27 juli 1953, 13 juli 1955, 22 juni 1960 en 14 februari 1961, waarvan de huidige tekst § 1 zal vormen, wordt een § 2 toegevoegd, luidend als volgt :

"§ 2. ...".

.../...

Artikel 6.

De inleidende volzin van dit artikel lezen men als volgt :

"Artikel 6.-

Artikel 61³ van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wetten van 27 juli 1953, 13 juli 1955 en 14 februari 1961, wordt met de volgende bepaling aangevuld : ...".

Artikel 7.

Dit artikel dient als volgt te worden gelezen :

"Artikel 7.-

In artikel 69 van hetzelfde Wetboek wordt 1° opgeheven".

Artikel 8.

De inleidende volzin van dit artikel dient als volgt te worden gelezen :

"Artikel 8.-

Artikel 84 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wetten van 13 juli 1955 en 14 februari 1961, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 84.Er wordt ...".

Artikel 9.

De inleidende volzin van dit artikel dient als volgt te worden gelezen :

"Artikel 9.-

Artikel 85 van hetzelfde Wetboek wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 85. ...".

Artikel 10.

Dit artikel dient als volgt te beginnen :

"Artikel 10.-

In artikel 92 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 27 juli 1953, worden de volgende wijzigingen aangebracht : ...".

Artikel 11.

Gelet op de talrijke wijzigingen welke artikel 95 reeds heeft ondergaan, zou het in zijn geheel moeten worden vervangen. Voorgesteld wordt, de tekst als volgt te lezen :

"Artikel 11.-

Artikel 95 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wetten van 13 augustus 1947, 17 augustus 1948,

27 juli 1953 en 12 april 1957 en bij het koninklijk besluit van 8 januari 1959, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 95. Op de weeldetaxe worden toepasselijk verklaard de artikelen 1, tweede lid, 2, 3, 7, 8, 9, 10¹, 10², 11², § 2, 12, 22, 1° en 6°, 24², 25, 1°, a en b, 2° en 3°, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35¹, 35², 36, 37, 38¹, 38², 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48³, 48⁴, 50², 57, derde, vierde en vijfde lid, 65, vijfde, zesde en zevende lid, 69, 3° en 8°.

De artikelen 5 en 6 worden eveneens op de weeldetaxe toepasselijk verklaard, met dien verstande dat voor de voorwerpen, aan die taxe onderworpen bij de overdracht aan de verbruiker en bij koninklijk besluit aan te wijzen, de belastbare grondslag niet lager mag zijn dan die welke door de Minister van Financiën zal worden vastgesteld.

Artikel 23 wordt op de weeldetaxe toepasselijk verklaard in de mate vastgesteld door de koninklijke besluiten genomen ter uitvoering van artikel 84.

Wat betreft de voorwerpen die bij de overdracht aan de verbruiker aan de weeldetaxe onderworpen zijn, wordt de toepassing van artikel 48⁴ uitgebreid tot het geval waarin het bestuur bewijst dat enige aan die taxe onderworpen verrichting in de overgelegde documenten niet ingeschreven werd overeenkomstig de wets- of verordeningsbepalingen, of er slechts met een onjuiste vermelding van haar bedrag werd ingeschreven".

Artikel 12.

Dit artikel leze men als volgt :

"Artikel 12.-

In artikel 130² van hetzelfde Wetboek, aldaar ingevoegd bij de wet van 13 augustus 1947 en gewijzigd bij de wet van 14 augustus 1947, worden de woorden "die het brevet van surnemerair bekomen hebben" vervangen door de woorden "die ten minste de graad van adjunct-verificateur hebben".

La chambre était composée de

Messieurs : J. SUETENS,
de Heren :

G. HOLOYE,
J. MASQUELIN,

A. BERNARD,

P. ANSIAUX,

G. DE LEUZE,

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J. SUETENS.

Le rapport a été présenté par M. H. ROUSSEAU, substitut.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s) G. DE LEUZE.

De kamer was samengesteld uit

premier président,
eerste voorzitter,

conseillers d'Etat,
raadsheren van State,

assesseurs de la
section de législation,
bijzitters van de
afdeling wetgeving,

greffier adjoint,
adjunct-griffier,

greffier.
griffier.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. SUETENS.

Het verslag werd uitgebracht door de H. H. ROUSSEAU, substituu.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s) J. SUETENS.